

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/La-France-principal-acteur>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°33 > **La France, principal acteur européen de la course aux armements**

1er décembre 2006

La France, principal acteur européen de la course aux armements

47,7 milliards d'euros, pensions comprises ! Telle sera la somme allouée à nos forces armées pour 2007. Malgré l'absence totale de menace de la part d'une puissance majeure depuis la fin de la guerre froide, l'Assemblée nationale a voté le 8 novembre 2006 le budget de la défense le plus élevé d'Europe (avec celui du Royaume-Uni)... dans le silence le plus complet.

Un budget exorbitant

Ce budget ravit la ministre de la Défense, avec une nouvelle hausse de 2,2 % par rapport à 2006, soit une augmentation globale sur ces cinq dernières années de 7,74 milliards d'euros. Chaque jour 131 millions d'euros seront dépensés dans le fonctionnement et les infrastructures militaires françaises... Par cette hausse moyenne de 2 % par an de son budget de la défense, la France participe activement à une nouvelle course aux armements mondiale.

Les véritables menaces...

Une nouvelle fois le budget militaire se concentre sur des programmes qui laissent planer le doute sur leur efficacité, tant sur leur utilisation que sur leur utilité dans la protection de nos frontières et de nos intérêts vitaux. Notre force nucléaire peut-elle jouer un rôle dans un monde où le terrorisme est la première menace ? Pourquoi vouloir un second porte-avions qui ne sera utilisé qu'épisodiquement (le Charles-de-Gaulle est immobilisé 16 mois tous les 7 ans) ?

A contrario, il est étonnant que ce budget ne prenne pas encore en compte les menaces liées au réchauffement climatique qui sans aucun doute mêleront à l'avenir notre pays à de nombreux conflits de moyenne intensité. Il serait sans doute temps de démilitariser le concept de sécurité et d'intégrer la notion de sécurité humaine à notre perception de la sécurité mondiale.

Une économie de guerre

Le programme équipement des forces représente à lui seul 10,41 milliards d'euros. 18,7 % serviront à

moderniser l'armement nucléaire : poursuite de la construction du 4ème sous-marin nucléaire, du programme M51 et du laser Mégajoule... L'économie française repose ainsi en partie sur une économie de guerre qui emploie plus de deux millions de salariés. Cependant, nous pouvons nous interroger sur la réalité des bénéfices de cette économie, quand on compare les dépenses militaires aux emplois occupés (subventions à outrance, contrats surestimés) et aux conséquences pour l'environnement (essais nucléaires, pollutions provoquées par la fabrication et les essais de nouvelles armes) et pour la santé (amiante, radioactivité, etc.)...

Absence de débat

L'Assemblée nationale, comme à son habitude, a approuvé presque sans opposition ni débat le budget de la défense 2007. Il est étonnant que cette institution démocratique se transforme le temps d'un vote en une simple chambre d'enregistrement. Aucune véritable réflexion ou interrogation ne sont faites par les députés (de la majorité ou de l'opposition). Il est de nature il est vrai d'imiter la grande muette l'espace de quelques heures. Dommage ! Nous, acteurs de la société civile, aurions souhaité la mise en place de véritables débats publics pour comprendre les raisons qui poussent notre État à se sur-militariser.

Course mondiale aux surarmements

La France est donc un des acteurs-clés de la militarisation mondiale - le 4ème -, l'ensemble des dépenses mondiales était évalué en 2005 à 1 118 milliards de dollars. Les principaux acteurs de cette course sont bien sûr les États qui revendiquent le droit à disposer d'un armement nucléaire (États-Unis, Royaume-Uni, France, Chine, Inde, Russie) ou plus simplement d'une force armée disposant des dernières technologies militaires (Japon, Allemagne).

A LIRE

Les irradiés de la République

Ils étaient 150000, pour la plupart de très jeunes hommes. Ils étaient peu - ou même pas du tout - informés sur les risques de la radioactivité. Ils parlent, sortant du mutisme qui, sous prétexte de secret militaire, les avait enfermés dans l'oubli. Ils se battent pour que « vérité et justice » soient rendues aux victimes des essais nucléaires.

Livre du CDRPC de 240 pages, format 21x14,7 cm.

Prix : 18 euros, port compris. A commander à :

Réseau Sortir du nucléaire

9, rue Dumenge

69317 Lyon Cedex 04.

Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire".

Ou par paiement sécurisé dans notre boutique en ligne sur www.sortirdunucleaire.fr

Patrice Bouveret

Président de l'Observatoire des transferts

d'armements/CDRPC

patricebouveret@obsarm.org